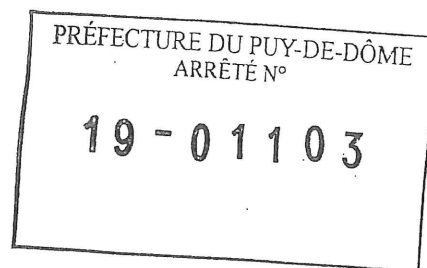




PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME



Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes

ARRÊTÉ

**modifiant les prescriptions appliquées à la Société HIRSCH (division Ginioux)
pour son installation de récupération de métaux située sur la commune de
Clermont-Ferrand**

*La Préfète du Puy-de-Dôme
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU le Code de l'Environnement ;

VU la nomenclature des installations classées, codifiée dans le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 1966, modifié le 12 avril 1983, autorisant la société HIRSCH (Division Ginioux) à exploiter une installation de récupération et stockage de métaux 38 rue Jules Verne à Clermont-Ferrand ;

VU la demande de l'exploitant en date du 9 février 2011 visant à obtenir l'antériorité pour ses installations ;

VU le courrier de l'exploitant du 12 mars 2019 demandant la mise à jour du classement de son installation ;

VU le rapport et les propositions en date du 18 avril 2019 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 13 mai 2019 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé notamment pour reporter au tableau de classement les rubriques concernées par la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, de compléter les prescriptions techniques applicables à l'installation

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

La Société Hirsch, dont le siège social est situé Rue du Torpilleur Sirocco (63306 THIERS), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation, 38 rue Jules Verne à Clermont-Ferrand, des activités détaillées dans les articles suivants.

Ces prescriptions complètent celles de l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 1966, modifié le 12 avril 1983.

ARTICLE 2 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation
2718-1	A	Installation de transit, regroupement tri de déchets dangereux , la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 tonne	25 tonnes
2713-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux, la surface étant : supérieure ou égale à 1 000 m ²	Transit de métaux : 5 000 m ²
2791-2	D	Installation de traitement de déchets non-dangereux	Cisaillage de ferraille : 7 tonnes/jour

A (autorisation), E (enregistrement) ou D (déclaration).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Les articles suivants de l'Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent : 1, 2, 3, 4, 9 sauf 4e point et système de détection automatique prévu au 5e point, 10, 12, 13, 15 1er alinéa, 16, 17, 18, 19, 21, 22 sauf 1er point, 23 sauf 2e alinéa, 24, 25 et 26.

ARTICLE 4 - REGISTRES DÉCHETS

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

— la date de réception du déchet ;

- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Les registres visés sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 5 - GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est soumis aux garanties financières. Le montant calculé étant inférieur à 100 000 €, il n'a pas l'obligation de les constituer.

ARTICLE 6 - PRINCIPES DE GESTION

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes à la réglementation en vigueur.

Il s'assure avant tout que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

ARTICLE 7 - TRAÇABILITÉ

L'installation est exonérée des obligations de traçabilité entre déchets entrants et sortants pour les déchets ayant subi une transformation importante.

ARTICLE 8 - DÉCLARATION :

L'exploitant déclare au Préfet, chaque année, avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente, la masse annuelle des émissions de polluants définis suivant les critères et dans les conditions établis par l'Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. La masse émise est la masse du polluant considérée émise ou rejetée hors du périmètre de l'installation, pendant l'année considérée, de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse. Cette déclaration prévue est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

9.1 *Délais et voies de recours*

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté et de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 4 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

9.2 *Publicité*

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Clermont-Ferrand pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Clermont-Ferrand fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Puy-de-Dôme l'accomplissement de cette formalité.

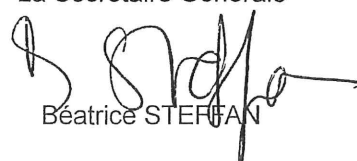
Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée de 4 mois.

9.3 *Exécution*

La Secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Clermont-Ferrand et à la Société HIRSCH.

Fait à Clermont-Ferrand, le **11 JUIN 2019**

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale


Béatrice STEFFAN